



DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE

La Commission Exécutive se félicite que les organisations syndicales et de jeunesse se rencontrent et débattent régulièrement dans un contexte où les attaques contre notre modèle social sont exacerbées.

La journée d'actions du 28 juin prochain sera l'occasion de faire connaître les positions et revendications de Force Ouvrière, notamment en matière d'augmentation de salaires dans le public comme dans le privé, et de réaffirmer notre soutien aux mobilisations en cours – locales ou nationales – comme celle toujours en cours des Cheminots.

Force Ouvrière va rester à l'initiative en poursuivant et renforçant les contacts avec les autres organisations, à tous les niveaux. Une prochaine réunion intersyndicale est programmée fin août, à la Confédération FO, en invitant toutes les organisations syndicales et de jeunesse. La Commission Exécutive décide de se réunir juste après celle-ci pour traduire concrètement les modalités d'actions.

En parallèle, les contacts sont également continus avec les Confédérations syndicales afin de peser tant sur le gouvernement que sur le patronat et faire reconnaître le rôle de contrepoids et d'interlocuteurs sociaux des organisations syndicales, qui contribuent – notamment par la négociation, la pratique contractuelle et le paritarisme – à la démocratie sociale.

Force Ouvrière ne se laissera pas faire et s'opposera frontalement à toute réforme systémique des retraites, clé de voûte de notre modèle social, ayant pour objectif la précarisation des actifs et des retraités et l'uniformisation par le bas à travers un régime unique par points.

Dans la continuité de sa volonté de relancer l'agenda social, Force Ouvrière proposera dès l'été des sujets pouvant faire l'objet de négociations interprofessionnelles telles que le télétravail, la santé au travail ou encore l'accès à l'emploi des travailleurs handicapés, etc.

Face à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et à des politiques relevant d'une logique d'individualisation au prix de la casse des statuts et des droits collectifs, l'heure est à la défense des revendications essentielles comme du modèle social. Force Ouvrière s'y engage résolument.

Paris, le 21 juin 2018
Votée à l'unanimité